

Une fois remis de la stupeur suite aux révélations des accusations portées contre le directeur français du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn, voyons les conséquences de sa démission sur les affaires européennes. Il faudra tout d'abord lui trouver un remplaçant ou une remplaçante.

☒ C'est Christine Lagarde (photo avec DSK), l'actuelle ministre française de l'Economie et des Finances qui représente la seule candidature féminine parmi les pressentis à la tête de l'institution internationale. C'est toujours elle qui vient de déclarer *«qu'une éventuelle candidature d'un ressortissant européen à la direction générale du FMI doit émaner de l'ensemble des Européens»* faisant écho aux déclarations du président de la Commission européenne José Manuel Barroso et de la chancelière allemande, Angela Merkel qui a souligné l'urgence de la situation et exprimé le souhait que le poste revienne encore une fois à un Européen en demandant de façon pragmatique : *«qui est le plus gros contributeur au FMI ?»*.

L'idée en toile de fond étant évidemment que seul un Européen pourra aider à résoudre les problèmes actuels de certains pays de la zone euro. Toutefois, Christine Lagarde n'est pas la seule en lice et d'autres Européens sont candidats. L'ex-président de la Bundesbank allemande Axel Weber, un temps pressenti pour succéder à Jean-Claude Trichet à la direction de la Banque centrale européenne, le président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Thomas Mirow, ou encore l'ancien Premier ministre anglais Gordon Brown sont sur la liste.

Mais de leur côté, les pays émergents, le Brésil et la Chine en tête ne le voient pas du même œil et apprécieraient qu'on leur laisse la place et n'envisagent pas d'attendre un nouveau mandat. La première conséquence de l'arrestation pour tentative de viol de Dominique Strauss-Kahn à New York concerne l'aide apportée par le FMI aux finances bancaires de certains pays européens.

Ainsi, dans le cas de la Grèce, le départ du directeur français de l'Institution internationale, considéré *«parmi ceux qui avaient le mieux compris le problème grec»* est vécu comme une mauvaise nouvelle. Le socialiste français avait su dans le cadre des interventions du Fonds y mettre une certaine dose de social, ce qu'auraient apprécié les Grecs et les Portugais principalement. L'Irlande, plus fière, estime que le départ de Dominique Strauss-Kahn ne changera rien aux négociations. C'est à voir.

C'est sans parler de l'inquiétude exprimée par les Polonais. Ceux-ci prendront la présidence de l'Union européenne en juillet et s'inquiète de l'omnipotence des questions économiques et financières, entendez par là, devoir partager l'autorité de la dite présidence avec les Allemands par exemple ; questions économiques et financières qui pourraient prendre le pas sur d'autres, telles que le partenariat pour l'Est, entendez l'Ukraine et la sécurité énergétique, entendez encore l'Ukraine.

La démission de DSK est par conséquent clairement une mauvaise nouvelle pour l'Europe et le monde occidental qui vont devoir apprendre à se passer de lui. C'est pourquoi, cette suite

d'énumérations pessimistes pourraient laisser entendre que la sortie de DSK de l'échiquier politico-médiatique international est une catastrophe. Absolument pas. Imaginez plutôt, l'ancien président du FMI, nouveau président de la république française accusé des mêmes délits. En fait, l'ancien président du FMI a déjà été à ce poste, pris dans la tourmente d'une affaire liée au sexe.

On se souvient de l'affaire impliquant celui-ci avec sa subordonnée, la Hongroise Piroska Nagy. A l'époque, l'affaire avait été plus ou moins étouffée et DSK ne s'était pas senti obligé de démissionner comme l'avait fait en son temps, pour une affaire de népotisme, l'ancien patron de la Banque mondiale, Paul Wolfowitz. On pourrait d'ailleurs apprendre que la nature des liens qui unissaient à l'époque le Français et la Hongroise, n'étaient peut-être pas celle que l'on nous a expliquée en son temps.

Les dernières chroniques de Cécile Vrain :

- [Présidence de l'UE : bientôt le tour de la Pologne](#)
- [Catherine Ashton : une « erreur de casting » ?](#)
- [L'UE va à contre-courant dans les Balkans d'après Viktor Orbán. Et la Hongrie ?](#)
- [Nouvelle constitution : le passé d'une illusion](#)
- [Comment l'Union européenne fête la journée internationale des Roms](#)
- [La Hongrie reste en dehors du «Pacte pour l'euro»](#)